

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 1989)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 luglio 1982
(V. Stampato n. 3269)

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(COLOMBO)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia
(DARIDA)

col Ministro del Tesoro
(ANDREATTA)

e col Ministro dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato
(MARCORA)

Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 29 luglio 1982

**Adesione al Protocollo relativo all'Accordo dell'Aja concernente
il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali,
adottato a Ginevra il 29 agosto 1975, e sua esecuzione**

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al Protocollo relativo all'Accordo dell'Aja del 28 novembre 1960, modificato dall'Atto di Stoccolma del 14 luglio 1967, concernente il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali, adottato a Ginevra il 29 agosto 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 9 del Protocollo stesso.

PROTOCOLE DE GENÈVE**relatif à l'Arrangement de La Haye concernant
le dépôt international des dessins et modèles industriels****ARTICLE PREMIER.**

(Expressions abrégées).

Au sens du présent Protocole, il faut entendre par:

i) « Arrangement de La Haye », l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels conclu le 6 novembre 1925;

ii) « Acte de 1934 », l'Acte de l'Arrangement de La Haye révisé à Londres le 2 juin 1934;

iii) « Acte de 1960 », l'Acte de l'Arrangement de La Haye révisé à La Haye le 28 novembre 1960;

iv) « Acte de 1967 », l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967, complémentaire à l'Arrangement de La Haye;

v) « Union de La Haye », l'Union instituée par l'Arrangement de La Haye;

vi) « Etat contractant », tout Etat lié par le présent Protocole;

vii) « ressortissant » d'un Etat, également toute personne qui, sans être un ressortissant de cet Etat, est domiciliée ou a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire dudit Etat;

viii) « Bureau international », le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et, tant qu'ils existeront, les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI);

ix) « Directeur général », le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

ARTICLE 2.

*(Dépôts effectués par les ressortissants
des Etats contractants liés par l'Acte de 1934).*

1. A l'égard de tout dépôt international de dessin ou modèle industriel effectué par le ressortissant d'un Etat contractant lié par l'Acte de 1934 et sous réserve de l'alinéa 2), les articles premier

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

à 14 et 17 à 21 de l'Acte de 1934 sont appliqués par les Etats contractants liés par l'Acte de 1934, alors que les articles 2 à 15 et 18 de l'Acte de 1960, qui sont reproduits en annexe, sont appliqués par les Etats contractants non liés par l'Acte de 1934; le Bureau international applique le premier ensemble d'articles pour ce qui concerne les Etats contractants liés par l'Acte de 1934 et le second ensemble d'articles pour ce qui concerne les Etats contractants non liés par l'Acte de 1934.

2. Au moment d'effectuer le dépôt international d'un dessin ou modèle industriel, le déposant qui est le ressortissant d'un Etat contractant lié par l'Acte de 1934 peut demander que les dispositions de l'Acte de 1960 soient appliquées pour ce qui concerne tout Etat contractant lié par l'Acte de 1934; à l'égard de tout dépôt international accompagné d'une telle demande et pour ce qui concerne l'Etat ou les Etats nommés dans la demande, les articles 2 à 15 et 18 de l'Acte de 1960 sont appliqués par ce dernier Etat ou ces derniers Etats et par le Bureau international.

ARTICLE 3.

*(Dépôts effectués par les ressortissants
des Etats contractants non liés par l'Acte de 1934).*

A l'égard de tout dépôt international de dessin ou modèle industriel effectué par le ressortissant d'un Etat contractant non lié par l'Acte de 1934, les articles 2 à 15 et 18 de l'Acte de 1960, qui sont reproduits en annexe, sont appliqués par tous les Etats contractants et par le Bureau international.

ARTICLE 4.

(Règlement d'exécution).

1. Les modalités d'application du présent Protocole sont prescrites par un règlement d'exécution adopté par l'Assemblée de l'Union de La Haye au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du présent Protocole. Le règlement d'exécution ainsi adopté entre en vigueur un mois après son adoption.

2. Le règlement intérieur de l'Assemblée de l'Union de La Haye règle le droit de vote relatif à l'adoption et à toute modification des dispositions du règlement d'exécution qui ne concernent que les Etats contractants.

ARTICLE 5.

(Accession à l'Acte de 1967).

En ce qui concerne tout Etat qui préalablement n'a pas ratifié l'Acte de 1967 ou n'y a pas adhéré, la ratification du présent Pro-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tole ou l'adhésion au présent Protocole comporte la ratification automatique de l'Acte de 1967 ou l'adhésion automatique à cet Acte.

ARTICLE 6.

(Entrée dans l'Union de La Haye).

En ce qui concerne tout Etat qui n'est pas un pays de l'Union de La Haye, la ratification du présent Protocole ou l'adhésion au présent Protocole a également pour effet que ledit Etat devient un pays de l'Union de La Haye à la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à son égard.

ARTICLE 7.

(Modalités selon lesquelles les Etats peuvent devenir parties au Protocole).

1. Le présent Protocole peut être signé par:

- i) tout Etat qui est ou qui a été lié par l'Acte de 1934;
- ii) tout autre Etat qui, le 1er décembre 1975 au plus tard, a déposé un instrument de ratification ou d'adhésion concernant l'Acte de 1934 ou l'Acte de 1960.

2. Tout Etat peut devenir partie au présent Protocole par:

- i) le dépôt d'un instrument de ratification, s'il a signé le présent Protocole;
- ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion, s'il n'a pas signé le présent Protocole,

à condition que cet Etat, au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion concernant le présent Protocole, soit lié par l'Acte de 1934, ou, sans être lié par ledit Acte, ait déposé un instrument de ratification ou d'adhésion concernant l'Acte de 1934 ou l'Acte de 1960.

3. Les instruments de ratification ou d'adhésion concernant le présent Protocole sont déposés auprès du Directeur général.

ARTICLE 8.

(Groupes régionaux).

1. Si plusieurs Etats forment un groupe régional avec une administration commune en matière de dessins et modèles industriels, chacun des Etats qui forment ce groupe régional peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion concernant

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

le présent Protocole ou à une date ultérieure à ce dépôt, déposer auprès du Directeur général une notification indiquant les Etats qui forment le groupe régional et aux termes de laquelle:

i) une administration commune se substitue à l'administration nationale de chacun des Etats qui forment le groupe régional, et

ii) les Etats qui forment le groupe régional doivent être considérés comme un seul Etat pour l'application des articles 2 et 3 du présent Protocole.

2. Une telle notification produit les effets visés à l'alinéa 1) un mois après la date à laquelle le Directeur général a reçu les notification et dépôts visés à l'alinéa 1) de tous les Etats qui forment le groupe régional ou, au cas où cette date serait antérieure de plus d'un mois à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de tous les Etats qui forment le groupe régional, à ladite date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1. Sous réserve de l'article 11.1), le présent Protocole entre en vigueur un mois après le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion de deux Etats liés par l'Acte de 1934 et de deux Etats non liés par l'Acte de 1934; toutefois, aucun dépôt international de dessin ou modèle industriel ne peut être effectué en vertu du présent Protocole avant l'entrée en vigueur du règlement d'exécution visé à l'article 4.

2. A l'égard de tout Etat autre que ceux dont les instruments provoquent l'entrée en vigueur du présent Protocole en vertu de l'alinéa 1), le présent Protocole entre en vigueur un mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 10.

(Dénonciation).

1. Tout Etat peut dénoncer le présent Protocole en tout temps après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard de cet Etat.

2. Toute dénonciation du présent Protocole s'effectue par notification adressée au Directeur général. Elle prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3. La dénonciation du présent Protocole par un Etat contractant ne le relève pas de ses obligations telles qu'elles découlent du pré-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

sent Protocole en ce qui concerne les dessins ou modèles industriels dont la date du dépôt international est antérieure à la date à laquelle la dénonciation devient effective.

ARTICLE 11.

(Effets de l'entrée en vigueur de l'Acte de 1960).

1. Le présent Protocole n'entre pas en vigueur si, à la date à laquelle il entrerait en vigueur en vertu de l'article 9.1), l'Acte de 1960 est déjà en vigueur.

2. a) Le présent Protocole cesse d'avoir effet à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Acte de 1960;

b) le fait que le présent Protocole cesse d'avoir effet conformément au sous-alinéa a) ne relève pas les Etats contractants de leurs obligations telles qu'elles découlent du présent Protocole en ce qui concerne les dessins ou modèles industriels dont la date du dépôt international est antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'Acte de 1960.

ARTICLE 12.

(Signature, langues, fonctions de dépositaire).

1. Le présent Protocole est signé en un seul exemplaire original, en langues anglaise et française, qui est déposé auprès du Directeur général.

2. Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les autres langues que l'Assemblée de l'Union de La Haye peut indiquer.

3. Le présent Protocole reste ouvert à la signature jusqu'au 1er décembre 1975.

4. Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Protocole aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

5. Le Directeur général fait enregistrer le présent Protocole auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

6. Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle les signatures, le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion, l'entrée en vigueur du présent Protocole et toutes autres notifications pertinentes.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Genève, le vingt-neuf août mil neuf cent soixante-quinze.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

AXEL HERBST
ELISABETH STEUP

Pour le Royaume de Belgique:

R. RAUX

Pour la République Arabe d'Egypte:

Pour l'Etat Espagnol:

Pour la République française:

FERNAND-LAURENT (30 octobre 1975)

Pour la République d'Indonesie:

Pour la Principauté de Liechtenstein:

A. F. DE GERLICZY-BURIAN

Pour le Royaume du Maroc:

Pour la Principauté de Monaco:

Pour le Royaume des Pays-Bas:

E. TYDEMAN

Pour la République Démocratique Allemande:

Pour la République du Sud Viet-Nam:

Pour le Saint-Siège:

Pour la Confédération Suisse:

P. BRAENDLI

Pour la République Tunisienne:

ANNEXE.

EXTRAITS DE L'ACTE DE 1960
(voir les articles 2.1 et 3 du Protocole).

ARTICLE 2.

Au sens du présent Arrangement, il faut entendre par:

Arrangement de 1925, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925;

Arrangement de 1934, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925, révisé à Londres le 2 juin 1934;

le présent Arrangement, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels, tel qu'il résulte du présent Acte;

le Règlement, le Règlement d'exécution du présent Arrangement;

Bureau international, le Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle;

dépôt international, un dépôt effectué auprès du Bureau international;

dépôt national, un dépôt effectué auprès de l'Administration nationale d'un Etat contractant;

dépôt multiple, un dépôt comprenant plusieurs dessins ou modèles;

Etat d'origine d'un dépôt international, l'Etat contractant où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ou, si le déposant a de tels établissements dans plusieurs Etats contractants, celui de ces Etats contractants qu'il a désigné dans sa demande; s'il n'a pas un tel établissement dans un Etat contractant, l'Etat contractant où il a son domicile; s'il n'a pas son domicile dans un Etat contractant, l'Etat contractant dont il est le ressortissant;

Etat procédant à un examen de nouveauté, un Etat dont la législation nationale prévoit un système qui comporte une recherche et un examen préalables d'office, effectués par son Administration nationale et portant sur la nouveauté de tous les dessins ou modèles déposés.

ARTICLE 3.

Les ressortissants des Etats contractants ou les personnes qui, bien que n'étant pas ressortissantes de l'un de ces Etats, sont do-

miciliées ou ont un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire de l'un desdits Etats, peuvent déposer des dessins ou modèles auprès du Bureau international.

ARTICLE 4.

1. Le dépôt international peut être effectué au Bureau international:

- 1) directement, ou
- 2) par l'intermédiaire de l'Administration nationale d'un Etat contractant si la législation de cet Etat le permet.

2. La législation nationale de tout Etat contractant peut exiger que tout dépôt international pour lequel cet Etat est réputé Etat d'origine soit présenté par l'intermédiaire de son Administration nationale. Le défaut d'observation d'une telle prescription n'affecte pas les effets du dépôt international dans les autres Etats contractants.

ARTICLE 5.

1. Le dépôt international comporte une demande, une ou plusieurs photographies ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ainsi que le paiement des taxes prévu par le Règlement.

2. La demande contient:

- 1) la liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets;
- 2) la désignation de l'objet ou des objets auxquels le dessin ou modèle est destiné à être incorporé;
- 3) si le déposant désire revendiquer la priorité visée à l'article 9, l'indication de la date, de l'Etat et du numéro du dépôt qui donne naissance au droit de priorité;
- 4) tous autres renseignements prévus par le Règlement.

3. a) La demande peut en outre contenir:

- 1) une courte description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle;
- 2) une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle;
- 3) une requête d'ajournement de la publication telle que prévue à l'article 6, alinéa 4.

b) Des exemplaires ou maquettes de l'objet auquel est incorporé le dessin ou modèle peuvent également être joints à la demande.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Un dépôt multiple peut comprendre plusieurs dessins ou modèles destinés à être incorporés dans des objet figurant dans la même classe de la classification internationale des dessins ou modèles visée à l'article 21, alinéa 2, chiffre 4).

ARTICLE 6.

1. Le Bureau international tient le Registre international des dessins ou modèles et procède à l'enregistrement des dépôts internationaux.

2. Le dépôt international est considéré comme ayant été effectué à la date à laquelle le Bureau international a reçu la demande en due forme, les taxes payables avec la demande et la ou les photographies, ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ou, si elles n'ont pas été reçues simultanément, à la date à laquelle la dernière de ces formalités a été accomplie. L'enregistrement porte la même date.

3. *a)* Pour chaque dépôt international, le Bureau international publie dans un bulletin périodique:

1) des reproductions en noir et blanc ou, à la requête du déposant, des reproductions en couleurs, des photographies ou toutes autres représentations graphiques déposées;

2) la date du dépôt international;

3) les renseignements prévus par le Règlement.

b) Le Bureau international doit envoyer, dans le plus court délai, le bulletin périodique aux Administrations nationales.

4. *a)* La publication visée à l'alinéa 3, lettre *a)*, est, à la demande du déposant, ajournée pendant la période requise par celui-ci. Cette période ne peut excéder un délai de douze mois à compter de la date du dépôt international. Toutefois, si une priorité est revendiquée, le point de départ de cette période est la date de la priorité.

b) Pendant la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le déposant peut, à tout moment, requérir la publication immédiate ou retirer son dépôt. Le retrait du dépôt peut être limité à un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

c) Si le déposant ne paie pas dans les délais prescrits les taxes exigibles avant l'expiration de la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le Bureau international procède à la radiation du dépôt et n'effectue pas la publication visée à l'alinéa 3, lettre *a)*.

d) Jusqu'à l'expiration de la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le Bureau international tient secret l'enregistrement d'un

dépôt assorti d'une requête de publication différée, et le public ne peut prendre connaissance d'aucun document ou objet concernant ledit dépôt. Ces dispositions s'appliquent sans limitation de durée, pour autant que le déposant a retiré son dépôt avant l'expiration de ladite période.

5. A l'exception des cas visés à l'alinéa 4, le public peut prendre connaissance du Registre ainsi que de tous les documents et objets déposés au Bureau international.

ARTICLE 7.

1. a) Tout dépôt enregistré au Bureau international produit, dans chacun des Etats contractants désignés par le déposant dans sa demande, les mêmes effets que si toutes les formalités prévues par la loi nationale pour obtenir la protection avaient été remplies par le déposant et que si tous les actes administratifs prévus à cette fin avaient été accomplis par l'Administration de cet Etat.

b) Sous réserve des dispositions de l'article 11, la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt enregistré au Bureau international est réglé dans chacun des Etats contractants par les dispositions de la loi nationale qui s'appliquent dans ledit Etat aux dessins ou modèles dont la protection est revendiquée par la voie du dépôt national et pour lesquels toutes les formalités ont été remplies et tous les actes administratifs ont été accomplis.

2. Le dépôt international ne produit pas d'effets dans l'Etat d'origine si la législation de cet Etat le prévoit.

ARTICLE 8.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 7, l'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale prévoit le refus de la protection à la suite d'un examen administratif d'office ou à la suite de l'opposition d'un tiers doit, en cas de refus, faire connaître, dans un délai de six mois, au Bureau international, que le dessin ou modèle ne satisfait pas aux exigences que cette législation impose en sus des formalités et actes administratifs visés à l'article 7, alinéa 1. Si le refus n'est pas notifié dans le délai de six mois, le dépôt international produit ses effets dans ledit Etat à compter de la date de ce dépôt. Toutefois, dans tout Etat contractant qui procède à un examen de nouveauté, si un refus n'a pas été notifié au cours du délai de six mois, le dépôt international, tout en conservant sa priorité, produit ses effets dans ledit Etat à compter de l'expiration dudit délai, à moins que la législation nationale ne prévoie une date antérieure pour les dépôts effectués auprès de son Administration nationale.

2. Le délai de six mois visé à l'alinéa 1 doit se calculer à compter de la date à laquelle l'Administration nationale a reçu le numéro du bulletin périodique dans lequel l'enregistrement du dépôt international est publié. L'Administration nationale doit donner connaissance de cette date à tout tiers sur sa demande.

3. Le déposant a les mêmes moyens de recours contre la décision de refus de l'Administration nationale visée à l'alinéa 1 que s'il avait déposé son dessin ou modèle auprès de cette Administration; en tout état de cause, la décision de refus doit pouvoir faire l'objet d'un réexamen ou d'un recours. La notification de la décision doit indiquer:

1) les raisons pour lesquelles il a été statué que le dessin ou modèle ne répond pas aux exigences de la loi nationale;

2) la date visée à l'alinéa 2;

3) le délai accordé pour demander un réexamen ou présenter un recours;

4) l'Autorité à laquelle cette demande ou ce recours peuvent être adressés.

4. a) L'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1 et qui requièrent une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle ou une description dudit dessin ou modèle, peut exiger que, dans un délai qui ne peut être inférieur à 60 jours à compter de l'envoi d'une requête à cet effet, par cette Administration, le déposant fournisse, dans la langue dans laquelle la demande déposée au Bureau international a été rédigée:

1) une déclaration indiquant le véritable créateur du dessin ou modèle;

2) une courte description soulignant les éléments caractéristiques essentiels du dessin ou modèle, tels qu'ils apparaissent dans les photographies ou autres représentations graphiques.

b) Aucune taxe n'est prélevée par une Administration nationale pour la remise d'une telle déclaration ou d'une telle description ou pour leur publication éventuelle par les soins de cette Administration nationale.

5. a) Chacun des Etats contractants dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1 doit en informer le Bureau international.

b) Si la législation d'un Etat contractant prévoit plusieurs systèmes de protection des dessins ou modèles, et si l'un de ces systèmes comporte un examen de nouveauté, les dispositions du présent Arrangement relatives aux Etats qui pratiquent un tel examen ne s'appliquent qu'en ce qui concerne ce système.

ARTICLE 9.

Si le dépôt international du dessin ou modèle est effectué dans les six mois suivant le premier dépôt du même dessin ou modèle dans un des Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle et si la priorité est revendiquée pour le dépôt international, la date de la priorité est celle de ce premier dépôt.

ARTICLE 10.

1. Le dépôt international peut être renouvelé tous les cinq ans par le seul paiement, au cours de la dernière année de chaque période de cinq ans, des taxes de renouvellement fixées par le Règlement.

2. Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le Règlement, un délai de grâce de six mois est accordé pour les renouvellements du dépôt international.

3. Lors du paiement des taxes de renouvellement, doivent être indiqués, le numéro du dépôt international et, si le renouvellement ne doit pas être effectué pour tous les Etats contractants où le dépôt est sur le point d'expirer, ceux de ces Etats où le renouvellement doit être effectué.

4. Le renouvellement peut être limité à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple.

5. Le Bureau international enregistre et publie les renouvellements.

ARTICLE 11.

1. a) La durée de la protection accordée par un Etat contractant aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international ne peut être inférieure à:

1) dix ans à compter de la date du dépôt international si ce dépôt a fait l'objet d'un renouvellement;

2) cinq ans à compter de la date du dépôt international en l'absence d'un renouvellement.

b) Toutefois si, en vertu des dispositions de la législation nationale d'un Etat contractant qui procède à un examen de nouveauté, la protection commence à une date postérieure à celle du dépôt international, les durées minima prévues à la lettre a) sont

calculées à compter du point de départ de la protection dans ledit Etat. Le fait que le dépôt international n'est pas renouvelé ou n'est renouvelé qu'une seule fois n'affecte en rien la durée minimum de protection ainsi définie.

2. Si la législation d'un Etat contractant prévoit, pour les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt national, une protection dont la durée, avec ou sans renouvellement, est supérieure à dix ans, une protection d'une égale durée est accordée dans cet Etat sur la base du dépôt international et de ses renouvellements aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international.

3. Tout Etat contractant peut, dans sa législation nationale, limiter la durée de la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international aux durées prévues à l'alinéa 1.

4. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1, lettre *b*), la protection prend fin dans les Etats contractants à la date d'expiration du dépôt international, à moins que la législation nationale de ces Etats ne dispose que la protection continue après la date d'expiration du dépôt international.

ARTICLE 12.

1. Le Bureau international doit enregistrer et publier tout changement affectant la propriété d'un dessin ou modèle faisant l'objet d'un dépôt international en vigueur. Il est entendu que le transfert de la propriété peut être limité aux droits découlant du dépôt international dans un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2. L'enregistrement visé à l'alinéa 1 produit les mêmes effets que s'il avait été effectué par les Administrations nationales des Etats contractants.

ARTICLE 13.

1. Le titulaire d'un dépôt international peut, au moyen d'une déclaration qui est adressée au Bureau international, renoncer à ses droits pour tous les Etats contractants ou pour un certain nombre d'entre eux seulement et, en cas de dépôt multiple, pour une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2. Le Bureau international enregistre la déclaration et la publie.

ARTICLE 14.

1. Un Etat contractant ne peut exiger, pour la reconnaissance du droit, qu'un signe ou mention du dépôt du dessin ou modèle soit apposé sur l'objet auquel est incorporé ce dessin ou modèle.

2. Si la législation nationale d'un Etat contractant prévoit l'apposition d'une mention de réserve à toute autre fin, ledit Etat devra considérer cette exigence comme satisfaite si tous les objets présentés au public avec l'autorisation du titulaire du droit sur le dessin ou modèle, ou si les étiquettes dont sont munis ces objets, portent la mention de réserve internationale.

3. Doit être considéré comme mention de réserve internationale le symbole (D) (lettre majuscule D dans un cercle) accompagné soit:

1) de l'indication de l'année du dépôt international et du nom ou de l'abréviation usuelle du nom du déposant, soit

2) du numéro du dépôt international.

4. La seule apposition de la mention de réserve internationale sur les objets ou les étiquettes ne peut en aucune manière être interprétée comme impliquant la renonciation à la protection au titre du droit d'auteur ou à tout autre titre, lorsque, en l'absence d'une telle mention, cette protection peut être obtenue.

ARTICLE 15.

1. Les taxes prévues par le Règlement comprennent:

1) les taxes pour le Bureau international;

2) des taxes pour les Etats contractants désignés par le déposant, à savoir:

a) une taxe pour chacun des Etats contractants;

b) une taxe pour chacun des Etats contractants qui procède à un examen de nouveauté et requiert le paiement d'une taxe pour procéder audit examen.

2. Pour un même dépôt, les taxes payées pour un Etat contractant, en vertu des dispositions de l'alinéa 1, chiffre 2), lettre a), sont déduites du montant de la taxe visée à l'alinéa 1, chiffre 2), lettre b), lorsque cette dernière taxe devient exigible pour ledit Etat.

ARTICLE 18.

Les dispositions du présent Arrangement n'empêchent pas de revendiquer l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation nationale d'un Etat contractant et n'affectent en aucune manière la protection accordée aux œuvres artistiques et aux œuvres d'art appliqué par des traités et conventions internationaux sur le droit d'auteur.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel Protocollo, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

PROTOCOLLO DI GINEVRA
relativo all'Accordo de L'Aja
sul deposito internazionale dei disegni e modelli industriali

ARTICOLO 1.

(Espressioni abbreviate).

Ai sensi del presente Protocollo, si deve intendere per:

- i) « Accordo de L'Aja » l'Accordo de L'Aja relativo al deposito internazionale dei disegni e modelli industriali del 6 novembre 1925;
- ii) « Atto del 1934 », l'Atto modificativo dell'Accordo de L'Aja riveduto a Londra il 2 giugno 1934;
- iii) « Atto del 1960 », l'Atto modificativo dell'Accordo de L'Aja riveduto all'Aja il 28 novembre 1960;
- iv) « Atto del 1967 », l'Atto di Stoccolma del 14 luglio 1967, complementare dell'Accordo de L'Aja;
- v) « Unione dell'Aja », l'Unione istituita con l'Accordo de L'Aja;
- vi) « Stato contraente », ogni Stato vincolato dal presente Protocollo;
- vii) « cittadino » di uno Stato, anche ogni persona che, pur non essendo cittadino di detto Stato, è domiciliato o ha uno stabilimento industriale o commerciale effettivo e reale sul territorio di detto Stato;
- viii) « Ufficio internazionale », l'Ufficio internazionale dell'Organizzazione Mondiale della Proprietà intellettuale e, fintantoché esistessero, gli Uffici internazionali riuniti per la protezione della proprietà intellettuale (BIRPI);
- ix) « Direttore Generale », il Direttore Generale dell'Organizzazione Mondiale della Proprietà intellettuale.

ARTICOLO 2.

(Deposito effettuato dai cittadini degli Stati contraenti vincolati dall'Atto del 1934).

1. Per quanto riguarda il deposito internazionale di disegni o modelli industriali effettuato dal cittadino di uno Stato contraente

vincolato dall'Atto del 1934 e con riserva del comma 2), vengono applicati dagli Stati contraenti vincolati dall'Atto del 1934 gli articoli dall'1 al 14 e dal 17 al 21 dell'Atto del 1934, mentre gli articoli dal 2 al 15 e l'articolo 18 dell'Atto del 1960, che sono riprodotti in allegato, vengono applicati dagli Stati contraenti non vincolati dall'Atto del 1934; l'Ufficio Internazionale applica il primo gruppo di articoli per quanto concerne gli Stati contraenti vincolati dall'Atto del 1934 ed il secondo gruppo gli articoli per quanto concerne gli Stati contraenti non vincolati dall'Atto del 1934.

2. Al momento di effettuare il deposito internazionale di un disegno o modello industriale, il depositante che è cittadino di uno Stato contraente vincolato dall'Atto del 1934 può richiedere che le disposizioni dell'Atto del 1960 vengano applicate nei confronti di ogni Stato contraente vincolato dall'Atto del 1934; ad ogni deposito internazionale accompagnato da detta richiesta e nei confronti dello Stato o degli Stati nominati nella richiesta, gli articoli da 2 a 15 e l'articolo 18 dell'Atto del 1960 vengono applicati da quest'ultimo Stato o da questi ultimi Stati e dall'Ufficio internazionale.

ARTICOLO 3.

(Depositi effettuati dai cittadini degli Stati contraenti non vincolati dall'Atto del 1934).

Gli articoli da 2 a 15 e l'articolo 18 dell'Atto del 1960, che sono riprodotti in allegato, vengono applicati da tutti gli Stati contraenti e dall'Ufficio internazionale ai depositi internazionali di disegni o modelli industriali effettuati dal cittadino di uno Stato contraente non vincolato dall'Atto del 1934.

ARTICOLO 4.

(Regolamento di esecuzione).

1. Le modalità di applicazione del presente Protocollo sono prescritte da un regolamento di esecuzione adottato dall'Assemblea dell'Unione dell'Aja non più tardi di due mesi dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo. Il regolamento di esecuzione così adottato entrerà in vigore un mese dopo la sua adozione.

2. Il regolamento interno dell'Assemblea dell'Unione dell'Aja regola il diritto di voto relativo all'adozione e ad ogni modifica delle disposizioni del regolamento di esecuzione che riguardano esclusivamente gli Stati contraenti.

ARTICOLO 5.

(Adesione all'Atto del 1967).

Per quanto riguarda gli Stati che non hanno preventivamente ratificato l'Atto del 1967 o non vi hanno aderito, la ratifica al pre-

sente Protocollo o l'adesione al presente Protocollo comporta la ratifica automatica dell'Atto del 1967 o l'adesione automatica a tale Atto.

ARTICOLO 6.

(Ingresso nell'Unione dell'Aja).

Per quanto riguarda ogni Stato che non fa parte dell'Unione dell'Aja, la ratifica del presente Protocollo o l'adesione al presente Protocollo comporta inoltre che detto Stato diventa un paese dell'Unione dell'Aja alla data in cui il presente Protocollo entra in vigore nei suoi confronti.

ARTICOLO 7.

(Modalità mediante le quali gli Stati possono diventare parti al Protocollo).

1. Il presente Protocollo può essere firmato da:

- i) ogni Stato che è o che è stato vincolato dall'Atto del 1934;
- ii) ogni altro Stato che ha depositato, non oltre il 1° dicembre 1975, uno strumento di ratifica o di adesione relativo all'Atto del 1934 e all'Atto del 1960.

2. Ogni Stato può diventare parte al presente Protocollo mediante:

- i) il deposito di uno strumento di ratifica, se ha firmato il presente Protocollo;
- ii) il deposito di uno strumento di adesione, se non ha firmato il presente Protocollo,

a condizione che detto Stato, al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione del presente Protocollo, sia vincolato dall'Atto del 1934 o, senza essere vincolato da detto Atto, abbia depositato uno strumento di ratifica o di adesione relativo all'Atto del 1934 o all'Atto del 1960.

3. Gli strumenti di ratifica o di adesione riguardanti il presente Protocollo vengono depositati presso il Direttore Generale.

ARTICOLO 8.

(Gruppi regionali).

1. Se più Stati formano un gruppo regionale con una amministrazione comune in materia di disegni e modelli industriali, ciascuno degli Stati che formano detto gruppo regionale può, al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione del presente Protocollo o in data successiva a detto deposito, depositare presso il Direttore Generale una notificazione indicante gli Stati che formano il gruppo regionale ai sensi della quale:

i) un'amministrazione comune si sostituisce all'amministrazione nazionale di ciascuno degli Stati che formano il gruppo regionale; e

ii) gli Stati che formano il gruppo regionale devono essere considerati come un solo Stato per l'applicazione degli articoli 2 e 3 del presente Protocollo.

2. Detta notificazione produce gli effetti previsti al primo comma un mese dopo la data in cui il Direttore Generale ha ricevuto le notificazioni e i depositi previsti al primo comma di tutti gli Stati che formano il gruppo regionale o, nel caso in cui detta data dovesse essere anteriore di più di un mese alla data di entrata in vigore del presente Protocollo nei confronti di tutti gli Stati che formano il gruppo regionale, alla predetta data di entrata in vigore.

ARTICOLO 9.

(Entrata in vigore).

1. Con riserva dell'articolo 11, primo comma, il presente Protocollo entra in vigore un mese dopo il deposito degli strumenti di ratifica o di adesione di due Stati vincolati dall'Atto del 1934 e di due Stati non vincolati dall'Atto del 1934; tuttavia, nessun deposito internazionale di disegno o modello industriale può essere effettuato in virtù del presente Protocollo prima dell'entrata in vigore del regolamento di esecuzione previsto dall'articolo 4.

2. Il presente Protocollo entrerà in vigore, nei confronti di ogni Stato diverso da quelli i cui strumenti provocano l'entrata in vigore del presente Protocollo in virtù del primo comma, un mese dopo il deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 10.

(Denuncia).

1. Ogni Stato ha la facoltà di denunciare il presente Protocollo in qualsiasi momento dopo lo scadere di un termine di cinque anni dalla data in cui il presente Protocollo è entrato in vigore nei confronti di detto Stato.

2. Ogni denuncia del presente Protocollo si effettua mediante notificazione inviata al Direttore Generale. Essa produce i suoi effetti un anno dopo il giorno in cui il Direttore Generale ha ricevuto la notificazione.

3. La denuncia del presente Protocollo da parte di uno Stato contraente non lo esime dalle obbligazioni che derivano dal presente Protocollo per quanto riguarda i disegni o modelli industriali la cui data di deposito internazionale è anteriore alla data in cui la denuncia diviene effettiva.

ARTICOLO 11.

(Effetti dell'entrata in vigore dell'Atto del 1960).

1. Il presente Protocollo non entra in vigore se, alla data in cui dovrebbe entrare in vigore in virtù dell'articolo 9, primo comma, l'Atto del 1960 è già in vigore.

2. a) Il presente Protocollo cessa di produrre i suoi effetti dalla data di entrata in vigore dell'Atto del 1960;

b) Il fatto che il presente Protocollo cessi di produrre i suoi effetti conformemente al sotto-comma a) non esime gli Stati contraenti dagli obblighi che derivano loro dal presente Protocollo per quanto riguarda i disegni o modelli industriali la cui data del deposito internazionale è anteriore alla data di entrata in vigore dell'Atto del 1960.

ARTICOLO 12.

(Firma, lingue, funzioni di depositario).

1. Il presente Protocollo viene firmato in un unico esemplare originale, in lingua inglese e francese, che viene depositato presso il Direttore Generale.

2. Testi ufficiali vengono stabiliti dal Direttore Generale, dopo consultazione dei governi interessati, nelle altre lingue che verranno indicate dall'Assemblea dell'Aja.

3. Il presente Protocollo rimane aperto alla firma fino al 1° dicembre 1975.

4. Il Direttore Generale certifica e trasmette due copie del presente Protocollo ai Governi di tutti gli Stati parti alla Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale e, su richiesta, al Governo di ogni altro Stato.

5. Il Direttore Generale fa registrare il presente Protocollo presso il Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. Il Direttore Generale notifica ai Governi di tutti gli Stati parti alla Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale le firme, il deposito di strumenti di ratifica o di adesione, l'entrata in vigore del presente Protocollo e provvede a tutte le altre notificazioni pertinenti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Ginevra, il ventinove agosto millenovecentosettantacinque.

(Seguono le firme).

ALLEGATO.

ESTRATTO DELL'ATTO DEL 1960

(vedasi gli articoli 2, primo comma, e 3 del Protocollo).

ARTICOLO 2.

Ai sensi del presente Accordo, si deve intendere per:

Accordo del 1925, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali del 6 novembre 1925;

Accordo del 1934, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali del 6 novembre 1925, riveduto a Londra il 2 giugno 1934;

il presente Accordo, l'Accordo dell'Aja per il deposito internazionale dei disegni e modelli industriali, quale risulta dal presente Atto;

il Regolamento, il Regolamento di esecuzione del presente Accordo;

Ufficio internazionale, l'Ufficio internazionale per la protezione della proprietà industriale;

deposito internazionale, un deposito effettuato presso l'Ufficio internazionale;

deposito nazionale, un deposito effettuato presso l'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente;

deposito multiplo, un deposito che comprende più disegni o modelli;

Stato d'origine di un deposito internazionale, lo Stato contraente dove il depositante ha effettivamente uno stabilimento industriale o commerciale reale o, se il depositante ha tali stabilimenti in più Stati contraenti, quello degli Stati contraenti che egli ha indicato nella sua domanda; se non ha un tale stabilimento in uno Stato contraente, lo Stato contraente dove ha il suo domicilio; se non ha il suo domicilio in uno Stato contraente, lo Stato contraente di cui ha la cittadinanza;

Stato che procede all'esame della novità, uno Stato in cui la legislazione prevede un sistema che implica una ricerca e un esame preventivo d'ufficio, effettuati dalla sua Amministrazione nazionale e avente per oggetto la novità di tutti i disegni o modelli depositati.

ARTICOLO 3.

I cittadini degli Stati contraenti o le persone che, pur non avendo la cittadinanza di uno di questi Stati, sono domiciliati o

hanno effettivamente uno stabilimento industriale o commerciale reale sul territorio di uno dei detti Stati, possono depositare disegni o modelli presso l'Ufficio internazionale.

ARTICOLO 4.

1. Il deposito internazionale può essere effettuato all'Ufficio internazionale:

- 1) direttamente, o
- 2) per mezzo dell'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente se la legislazione di questo Stato lo permette.

2. La legislazione nazionale di ciascuno Stato contraente può esigere che ogni deposito internazionale, per il quale questo Stato è ritenuto Stato d'origine, sia presentato per mezzo della sua Amministrazione nazionale. L'inosservanza di una tale prescrizione non invalida gli effetti del deposito internazionale negli altri Stati contraenti.

ARTICOLO 5.

1. Il deposito internazionale richiede una domanda, una o più fotografie — o qualsiasi altra rappresentazione grafica — del disegno o modello e il pagamento delle tasse previste dal Regolamento.

2. La domanda contiene:

- 1) la lista degli Stati contraenti nei quali il depositante domanda che il deposito internazionale produca i suoi effetti;
- 2) l'indicazione dell'oggetto o degli oggetti ai quali il disegno o modello è destinato a essere incorporato;
- 3) se il depositante desidera rivendicare la priorità citata all'articolo 9, l'indicazione della data e del numero del deposito che dà origine al diritto di priorità;
- 4) tutte le altre informazioni previste dal Regolamento.

3. a) La domanda può inoltre contenere:

- 1) una breve descrizione degli elementi caratteristici del disegno o modello;
- 2) una dichiarazione che indica il nome del vero creatore del disegno o modello;
- 3) una richiesta di aggiornamento della pubblicazione prevista dall'articolo 6, quarto comma;

b) Inoltre possono essere uniti alla domanda esemplari o bozzetti dell'oggetto al quale è incorporato il disegno o modello.

4. Un deposito multiplo può comprendere più disegni o modelli destinati a essere incorporati in oggetti inseriti nella medesima classe della classificazione internazionale di disegni o modelli, prevista dall'articolo 21, secondo comma, numero 4).

ARTICOLO 6.

1. L'Ufficio internazionale tiene il Registro internazionale dei disegni o modelli e procede alla registrazione dei depositi internazionali.

2. Il deposito internazionale è considerato come effettuato alla data alla quale l'Ufficio internazionale ha ricevuto la domanda nella debita forma, le tasse da pagarsi con la domanda e la o le fotografie — o tutte le altre rappresentazioni grafiche — del disegno o modello oppure, se esse non sono state ricevute contemporaneamente, alla data alla quale l'ultima di queste formalità è stata adempiuta. La registrazione porta la stessa data.

3. a) Per ciascun deposito internazionale l'Ufficio internazionale pubblica in un bollettino periodico:

1) le riproduzioni in bianco e nero o, a richiesta del depositante, le riproduzioni a colori, le fotografie, o tutte le altre rappresentazioni grafiche depositate;

2) la data del deposito internazionale;

3) le informazioni previste dal Regolamento.

b) L'Ufficio internazionale deve inviare, nel più breve termine, il bollettino periodico alle Amministrazioni nazionali.

4. a) La pubblicazione prevista dal comma terzo, lettera a) è, a domanda del depositante, aggiornata per il periodo richiesto dallo stesso. Questo periodo non può superare il termine di 12 mesi decorrente dalla data del deposito internazionale. Tuttavia, se una priorità è rivendicata, il termine iniziale di questo periodo è la data della priorità.

b) Durante il periodo previsto dalla lettera a) suddetta il depositante può, in qualsiasi momento, domandare la pubblicazione immediata o ritirare il suo deposito. Il ritiro del deposito può essere limitato a uno o più Stati contraenti e, in caso di deposito multiplo, a una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

c) Se il depositante non paga nei termini prescritti le tasse esigibili prima della scadenza del periodo previsto alla lettera a) di cui sopra, l'Ufficio internazionale procede alla cancellazione del deposito e non esegue la pubblicazione prevista dal terzo comma, lettera a).

d) Fino alla scadenza del periodo previsto dalla lettera a) di cui sopra, l'Ufficio internazionale mantiene segreta la registrazione,

accompagnata da una richiesta di pubblicazione rinviata, e il pubblico non può prendere conoscenza di alcun documento od oggetto relativo al detto deposito. Queste disposizioni si applicano senza limite di durata, purché il depositante abbia ritirato il suo deposito prima della scadenza di detto periodo.

5. Ad eccezione dei casi previsti dal quarto comma, il pubblico può prendere conoscenza del Registro come pure di tutti i documenti e oggetti depositati nell'Ufficio internazionale.

ARTICOLO 7.

1. a) Ogni deposito presso l'Ufficio internazionale ha, in ciascuno degli Stati contraenti indicati dal depositante nella sua domanda, effetti identici a quelli che avrebbe avuto se fossero adempiute dal depositante tutte le formalità previste dalla legge nazionale per ottenere la protezione e se tutti gli atti amministrativi previsti a tal fine, fossero stati compiuti dall'Amministrazione di tale Stato.

b) Con riserva delle disposizioni dell'articolo 11, la protezione dei disegni o modelli, oggetto di un deposito registrato nell'Ufficio internazionale, è regolata, in ciascuno degli Stati contraenti, dalle disposizioni nazionali, applicate in detti Stati ai disegni o modelli la cui protezione è rivendicata per mezzo di un deposito nazionale e per i quali tutte le formalità sono state adempiute e tutti gli atti amministrativi sono stati compiuti.

2. Il deposito internazionale non produce effetti nello Stato d'origine se la legislazione di tale Stato così stabilisce.

ARTICOLO 8.

1. Nonostante le disposizioni dell'articolo 7, l'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente la cui legislazione prevede il rifiuto della protezione, a seguito di un esame amministrativo d'ufficio o a seguito dell'opposizione di un terzo, deve, in caso di rifiuto, far conoscere, nel termine di sei mesi, all'Ufficio internazionale che il disegno o modello non risponde alle esigenze imposte da questa legislazione oltre le formalità e gli atti amministrativi previsti dall'articolo 7, primo comma. Se il rifiuto non è notificato nel termine di sei mesi, il deposito internazionale produce i suoi effetti, in detto Stato, a decorrere dalla data di questo deposito. Tuttavia, in ogni Stato contraente, che proceda a un esame della novità, se non è stato notificato un rifiuto entro il termine di sei mesi, il deposito internazionale, pur conservando la sua priorità, produce i suoi effetti a decorrere dalla scadenza di tale termine, a meno che la legislazione nazionale non preveda una data anteriore per i depositi effettuati presso la sua Amministrazione nazionale.

2. Il termine di sei mesi, previsto dal primo comma, si deve calcolare a decorrere dalla data nella quale l'Amministrazione nazionale ha ricevuto il numero del bollettino periodico in cui è pubblicata la registrazione del deposito internazionale. L'Amministrazione nazionale deve dare conoscenza di tale data a qualsiasi terzo che la domandi.

3. Il depositante ha gli stessi mezzi di ricorso contro la decisione di rifiuto dell'Amministrazione nazionale, prevista dal primo comma, che se egli avesse depositato il suo disegno o modello presso questa Amministrazione; in ogni caso, la decisione di rifiuto deve poter essere oggetto di un riesame o di un ricorso. La notifica della decisione deve indicare:

- 1) le ragioni per le quali è stato deciso che il disegno o modello non risponde alle esigenze della legge nazionale;
- 2) la data prevista al secondo comma;
- 3) il termine concesso per domandare un riesame o presentare un ricorso;
- 4) l'Autorità alla quale questa domanda o questo ricorso possono essere diretti.

4. a) L'Amministrazione nazionale di uno Stato contraente la cui legislazione nazionale contiene disposizioni della natura di quelle previste dal primo comma, che richiedono una dichiarazione indicante il nome del vero creatore del disegno o modello o una descrizione del detto disegno o modello, può esigere dal depositante, assegnandogli un termine di 60 giorni almeno, che fornisca, nella lingua nella quale la domanda depositata all'Ufficio internazionale è stata redatta:

- 1) una dichiarazione che indichi il vero creatore del disegno o modello;
- 2) una breve descrizione che sottolinei gli elementi caratteristici essenziali del disegno o modello, come appaiono nelle fotografie o in altre rappresentazioni grafiche.

b) Nessuna tassa è prelevata da un'Amministrazione nazionale per il rilascio di una tale dichiarazione o di una tale descrizione né per la loro eventuale pubblicazione a cura di questa Amministrazione nazionale.

5. a) Ciascuno degli Stati contraenti, la cui legislazione nazionale contiene disposizioni della natura di quelle previste dal primo comma, deve informarne l'Ufficio internazionale.

b) Se la legislazione di uno Stato contraente prevede più sistemi di protezione di disegni o modelli, e se uno di questi sistemi implica un esame della novità, le disposizioni del presente Accordo relativo agli Stati che praticano un tale esame non s'applicano che per quanto riguarda tale sistema.

ARTICOLO 9.

Se il deposito internazionale del disegno o modello è effettuato, nei sei mesi successivi al primo deposito dello stesso disegno o modello, in uno degli Stati membri dell'Unione internazionale per la protezione della Proprietà industriale e se la priorità è rivendicata, per il deposito internazionale, la data di priorità è quella di questo primo deposito.

ARTICOLO 10.

1. Il deposito internazionale può essere rinnovato ogni 5 anni anche solo pagando, entro l'ultimo anno di ciascun quinquennio, tasse di rinnovo fissate dal Regolamento.

2. Mediante il versamento di una soprattassa, fissata dal Regolamento, un termine di grazia di 6 mesi è concesso per i rinnovi del deposito internazionale.

3. Al momento del pagamento delle tasse di rinnovo devono essere indicati il numero del deposito internazionale e, se il rinnovo non deve essere effettuato per tutti gli Stati contraenti dove il deposito sta per scadere, quelli di questi Stati dove il rinnovo deve essere effettuato.

4. Il rinnovo può essere limitato a una parte solamente dei disegni o modelli compresi in un deposito multiplo.

5. L'Ufficio internazionale registra e pubblica i rinnovi.

ARTICOLO 11.

1. a) La durata della protezione, accordata da uno Stato contraente ai disegni o modelli oggetto di un deposito internazionale, non può essere inferiore a:

1) 10 anni a decorrere dalla data del deposito internazionale se questo deposito è stato oggetto di un rinnovo;

2) 5 anni a decorrere dalla data del deposito internazionale in caso di mancato rinnovo.

b) Tuttavia, se, in virtù delle disposizioni della legislazione nazionale di uno Stato contraente che procede a un esame della novità, la protezione ha inizio a una data successiva a quella del deposito internazionale, le durate minime previste dalla lettera a) sono calcolate a decorrere dal momento iniziale della protezione in detto Stato. Il fatto che il deposito internazionale non sia rinnovato, o non sia rinnovato che una sola volta, non ha alcun effetto sulla durata minima della protezione così definita.

2. Se la legislazione di uno Stato contraente prevede per i disegni o modelli, oggetto di un deposito nazionale, una protezione la cui durata, con o senza rinnovo, sia superiore a 10 anni, una protezione di uguale durata è accordata in questo Stato sulla base del deposito internazionale e dei suoi rinnovi ai disegni o modelli oggetto di un deposito internazionale.

3. Ogni Stato contraente può, nella sua legislazione nazionale, limitare la durata della protezione dei disegni o modelli, oggetto di un deposito internazionale, alle durate previste dal primo comma.

4. Con riserva delle disposizioni di cui al primo comma, lettera *b*), la protezione termina negli Stati contraenti alla data della scadenza del deposito internazionale, a meno che la legislazione nazionale di questi Stati non disponga che la protezione continui dopo la data della scadenza del deposito internazionale.

ARTICOLO 12.

1. L'Ufficio internazionale deve registrare e pubblicare qualsiasi mutamento riguardante la proprietà di un disegno o modello oggetto di un deposito internazionale in vigore. Il trasferimento di proprietà può essere limitato a diritti derivanti dal deposito internazionale in uno o più Stati contraenti solamente e, nel caso di deposito multiplo, a una parte solamente dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

2. La registrazione di cui al comma primo, produce gli stessi effetti che se essa fosse stata effettuata dalle Amministrazioni nazionali degli Stati contraenti.

ARTICOLO 13.

1. Il titolare di un deposito internazionale può, per mezzo di una dichiarazione diretta all'Ufficio internazionale, rinunciare ai suoi diritti per tutti gli Stati contraenti o per un certo numero di essi, e, in caso di deposito multiplo, per una parte dei disegni o modelli compresi in detto deposito.

2. L'Ufficio internazionale registra la dichiarazione e la pubblica.

ARTICOLO 14.

1. Uno Stato contraente non può richiedere, per riconoscere il diritto, che un segno o una menzione del deposito del disegno o modello sia apposto sull'oggetto nel quale è incorporato questo disegno o modello.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Se la legislazione nazionale di uno Stato contraente prevede l'apposizione di una menzione di riserva, a qualsiasi altro fine, lo stesso Stato dovrà considerare questa richiesta soddisfatta se tutti gli oggetti presentati al pubblico, con l'autorizzazione del titolare del diritto sul disegno o modello, o se le etichette, di cui sono forniti questi oggetti, portano la menzione di riserva internazionale.

3. Deve essere considerata come menzione di riserva il simbolo (D) (lettera maiuscola D in un cerchio) accompagnata:

1) sia dall'indicazione dell'anno del deposito internazionale e del nome o dell'abbreviazione abituale del nome del depositante,

2) sia dal numero del deposito internazionale.

4. La sola apposizione della menzione di riserva internazionale sugli oggetti o sull'etichetta non può in alcun modo essere interpretata come rinuncia implicita alla protezione a titolo di diritto di autore o a tutto altro titolo, quando, in assenza di una tale menzione, questa protezione può essere ottenuta.

ARTICOLO 15.

1. Le tasse previste dal Regolamento comprendono:

1) le tasse per l'Ufficio internazionale;

2) alcune tasse per gli Stati contraenti designati dal depositante, e precisamente:

a) una tassa per ciascuno degli Stati contraenti;

b) una tassa per ciascuno degli Stati contraenti che procede a un esame della novità e richiede il pagamento di una tassa per procedere al detto esame.

2. Per uno stesso deposito, le tasse pagate da uno Stato contraente in virtù delle disposizioni del primo comma, numero 2, lettera a), sono detratte dal montante della tassa prevista dal primo comma, numero 2, lettera b), quando questa ultima tassa diviene esigibile per il detto Stato.

ARTICOLO 18.

Le disposizioni del presente Accordo non impediscono di rivendicare l'applicazione di più ampie disposizioni, che venissero emanate dalla legislazione nazionale di uno Stato contraente né pregiudicano in alcun modo la protezione accordata alle opere d'arte e a quelle di arte applicata da trattati e convenzioni internazionali sul diritto d'autore.